

qui les sauvera de la famine. En Argentine, on demande aux gens de ne pas manger de bœuf deux jours par semaine afin de conserver les approvisionnements de bœuf de la nation. En Australie, l'un des principaux fournisseurs de blé du monde, la sécheresse a réduit la production d'environ un tiers. Et ça se poursuit. Dans les nations moins développées du monde, l'augmentation de la production d'aliments est de 1 p. 100 tandis que celle de la population est de 4 p. 100.

Dans certains pays qui demandent plus de nourriture, on constate plus de gaspillage. On gaspille beaucoup de nourriture au Canada. L'organisme des Nations Unies pour l'alimentation de l'agriculture rapporte que les pays sous-développés du monde se laissent distancer davantage dans la course alors qu'ils essaient d'égaliser leur production alimentaire avec leur essor démographique. Les experts des Nations Unies estiment qu'environ le même nombre de gens sont sous-alimentés aujourd'hui qu'il y a 10 ans, c'est-à-dire entre 300 et 500 millions. Pourtant, nous, consommateurs du Canada, croyons que le prix des aliments devrait être moins élevé, après avoir découragé la production alimentaire au pays et quand la plupart des pays du monde manquent de nourriture.

Quoi que fasse ce comité, le prix des denrées alimentaires ne baissera pas. Le gouvernement croit pouvoir juguler l'inflation et ainsi abaisser uniformément le prix des produits alimentaires. A mon avis, ce fût un bel échec. Je répète ce que j'ai dit en commençant: nous nous trouvons en plein dans une course vertigineuse inflationniste.

Que fera ce comité, monsieur l'Orateur? Je sais qu'il se préoccupera principalement du coût de la viande. Étant donné les tendances actuelles en matière d'élevage du bétail de boucherie, de conservation et de découpage de la viande, les consommateurs canadiens vont avoir de mauvaises surprises. Les découpeurs de viande demandent un salaire horaire de 6 dollars. Une nouveauté qui devrait se produire dans un avenir proche est le découpage de la viande dans les abattoirs de façon à éliminer cette main-d'œuvre coûtant 6 dollars de l'heure dans les supermarchés et les magasins à succursales multiples. Ceci entraînera des déchets plus importants, un plus grand gaspillage et donc des prix plus élevés. Le fait est que c'est la tendance actuelle et que le comité ne pourra rien y faire.

On a proposé la création d'une commission de révision des prix. Je me souviens que l'ancienne commission des prix et des salaires n'a vraiment résolu aucun problème. Il y a six ans, un comité mixte du Sénat et de la Chambre des Communes a présenté un rapport après avoir étudié cette question pendant deux ans, rapport dans lequel il proposait la création d'un ministère de la consommation. Or, ce ministère n'a fait que faire augmenter encore le prix des denrées alimentaires au niveau de la consommation. La seule chose qu'il ait faite a été de créer une sorte de protecteur des droits des consommateurs à qui les gens écrivent des lettres pour se plaindre. Le gouvernement a de cette façon fait des pressions amicales sur certaines compagnies pour tenter de tenir les promesses faites sur le papier. Toutefois, par ses règlements et son mécanisme de contrôle, le ministère de la consommation a provoqué l'augmentation des denrées alimentaires.

La commission de révision des prix que propose le parti Socialiste aura pour conséquence de retirer davantage d'employés du processus de production pour les intégrer dans celui du contrôle de la gestion et de l'application des règlements. Il faut payer tout ces gens-là. Moins de gens travaillent à la production des denrées alimentaires et plus le coût de ces denrées augmente. Le concept socia-

Denrées alimentaires—Comité

liste d'office de commercialisation augmente en fait le nombre des intermédiaires entre l'agriculteur et le consommateur et, comme je l'ai dit, ces intermédiaires veulent être payés. Bien des gens pensent que les problèmes de la commercialisation des œufs sont maintenant résolus parce que nous avons un office de commercialisation. L'augmentation du prix des grains fourragers aurait elle-même maintenu la situation en équilibre, mais il a fallu que le gouvernement vienne s'en mêler. Il a payé les agriculteurs pour abandonner la production avicole ou pour la réduire, de même qu'il a payé les agriculteurs pour cesser la production de la laine et a réduit les subventions pour les agneaux.

Nous n'encourageons pas assez d'agriculteurs à faire l'élevage du bœuf et du porc. Nous craignons de les encourager dans cette voie. Aux termes du programme sur les petites fermes, on accordera \$3,000 aux cultivateurs qui cesseront toute production et vendront leur terre. Nombre de ces petites fermes pourraient faire pousser toutes sortes de produits alimentaires et nous devrions les y encourager.

Un autre aspect du socialisme dans la société actuelle réside dans la planification d'un système bien conçu destiné à faire disparaître le petit magasin de quartier et à bâtir de grands centres commerciaux avec promenades où l'on peut passer toute la journée. Il n'y a pas de neige à pelleter et on trouve des vestiaires où déposer son manteau. Qui paie toutes ces commodités? Le consommateur, naturellement. J'aimerais que les députés se rendent dans un de ces centres commerciaux et qu'ils jettent un coup d'œil sur l'emballage des aliments. On y trouve de plus en plus d'aliments partiellement cuits et préoccupés qu'achètent des consommateurs de plus en plus nombreux. De plus en plus de gens mangent au restaurant et la tendance se maintient.

• (2110)

Cela fait partie de la société moderne dans laquelle nous vivons. Même si une commission de révision des prix décrète le gel au sommet, je ne pense pas que cela inverse cette tendance. On ne peut se défaire des centres commerciaux et des chaînes d'épiceries qui détaillent les denrées alimentaires. Les coûts seront les mêmes et la marge de bénéfice, qu'elle soit de 10 ou de 20 p. 100, restera la même. Si nous plafonnons les prix, le cultivateur en souffrira. S'il ne peut gagner sa vie et vivre aussi bien que d'autres le font dans d'autres secteurs d'activités, il devra fermer boutique. Des cultivateurs l'ont fait parce qu'on ne les a pas encouragés à rester sur la ferme. Et qu'arrivera-t-il s'ils abandonnent la ferme? Nous devons nous approvisionner de plus en plus à l'étranger. Ce n'est pas 12 p. 100 de notre consommation de bœuf que nous devons importer, mais 20 p. 100; et pas 90 p. 100 de notre consommation d'agneau, mais bien 100 p. 100. Il en sera de même pour le porc et tous les produits de la ferme.

Si nous voulons réduire le prix des produits alimentaires au Canada, nous devons encourager la production. Si les denrées alimentaires sont produites sur place, les Canadiens pourront se nourrir à meilleur marché que les habitants des autres parties du monde car nous n'aurons pas les frais de transport. Si nous décourageons la production de denrées alimentaires au Canada, nous favorisons l'augmentation des prix. Si nous laissons l'inflation monter en flèche, il s'ensuivra une augmentation des prix des produits alimentaires et l'ensemble de l'économie en souffrira.

Si le comité doit être utile, qu'il engage des experts pour étudier les frais de distribution des produits alimentaires